

Questions préliminaires Yves Berthelot

La déshumanisation de l'économie

L'économie, branche de la réflexion éthique ou politique jusqu'au milieu du 18^{ème} siècle, se déshumanise ensuite progressivement en s'affranchissant de l'éthique, du politique et de la psychologie. L'école libérale ne voit dans l'économie qu'un jeu de matières et de produits, de capitaux et de machines, d'importations et d'exportations, de distribution et de transports. La concurrence stimulée par l'ouverture des marchés assure les prix les plus bas possible. Guidés par "la main invisible", les choix de chacun dans la recherche de la satisfaction maximum de ses intérêts aboutissent à un optimum pour la société. Dans cette vision schématique de l'économie, la grande majorité des hommes n'interviennent que comme matériel humain, dont le salaire, élément du prix de revient qu'il faut minimiser, doit permettre d'entretenir la force de travail.

Ainsi conçue et conduite, l'économie a connu de remarquables succès et de dramatiques échecs. Les produits se sont diversifiés, les prix ont progressé moins vite que les salaires, la production a été multipliée par 9 dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle alors que la population n'était multipliée que par 2,5. Dans le même temps, 1 milliard d'hommes continuent de souffrir de la faim, le produit par tête a baissé dans 80 pays et les inégalités se sont creusées au sein de chaque pays, inégalités qui se sont aggravées depuis le début du XXI^{ème} siècle avec la financiarisation de l'économie. Les déséquilibres structurels, les favoritismes, les gaspillages, l'ostentation et la discrimination abondent et font naître un grand sentiment d'injustice et d'incohérence. L'économie manque de sens comme en témoigne l'identification des "biens" avec *le bien*, du "prix" d'une chose avec la *valeur* d'une chose, de "l'avoir" avec *le bonheur*. (Denis Goulet)

L'économie humaine

L'économie humaine n'a pas de définition académique même si l'expression est souvent utilisée. Pour nous, elle ne saurait se résumer à une critique de l'économie dominante, à une protestation, à un concept attrape-tout, à un slogan politique. Elle n'est pas un simple complément à l'économie telle qu'elle fonctionne en satisfaisant des besoins auxquels ni l'Etat ni les entreprises ne répondent, elle ne se réduit pas à l'économie non monétaire ou non marchande.

Pour nous, l'économie humaine remet l'homme au cœur de l'économie. Il s'agit non seulement de satisfaire les besoins matériels, sociaux et culturels de tous les hommes, mais, aussi, de faire appel à la créativité de tous en permettant à chacun de produire des richesses par son travail et de prendre ses responsabilités pour résoudre les problèmes auxquels il est confronté, mais, encore, de considérer chacun comme un acteur qui

participe à la décision définissant ses besoins et la manière de les satisfaire et qui effectue ses choix en cohérence avec sa vision de la destinée humaine. On le voit, il ne s'agit pas de répondre à la logique froide de l'économie libérale par le seul sursaut de la générosité, mais par la logique, vivante et non moins rigoureuse, qu'inspirent les impératifs de la destinée humaine.

Cette ambition est au cœur de la réflexion sur l'économie humaine que le Réseau international pour une économie humaine a l'intention d'élaborer dans ce Livre Blanc à partir des expériences et des réflexions de ses membres et de leurs partenaires.

Sur quels principes fonder l'économie humaine ?

Les travaux, conduits par DCLI au cours des années 2003-2010 sur le dialogue inter civilisations et interreligieux et sur les relations entre société civile et pouvoirs publics, ont distingués cinq principes largement acceptés sur lesquels fonder l'économie humaine :

- *La recherche du bien commun* qui suppose la mise en place des conditions, dont les institutions, qui permettent à chacun de développer ses pleines capacités.
- *La destination universelle des biens* qui met la gestion publique et privée des biens au service de tous et, donc, récuse l'avidité qui pousse certains à accumuler des richesses à leur seul profit,
- *La subsidiarité* qui signifie que toute décision doit être prise au niveau le plus bas possible pour autant qu'elle n'a pas d'impact sur le niveau supérieur. En cela elle corrige une mondialisation qui tendrait à l'uniformisation.
- *La participation* qui renouvelle et élargit le sens de la démocratie, participation qui requière la formation de chacun pour accroître sa capacité à s'informer, analyser, débattre, concevoir et organiser une action collective, voter et demander des comptes.
- *La solidarité et le partage.*

Quels sont les besoins de l'homme ?

Les écrits de L.J. Lebreton donnent à la question ses pleines dimensions en soulignant qu'il s'agit de répondre aux besoins de chaque homme dans toutes ses dimensions et, bien entendu, à ceux de tous les hommes. En même temps, ils en montrent la complexité car ces besoins ne sont ni aisément hiérarchisables, ni fixes dans le temps. Les Droits de l'homme, tels qu'ils figurent dans la Déclaration universelle et dans les Pactes qui la précisent, ont le mérite de se référer à des besoins de toute nature, matériels et d'épanouissement, et de rappeler aux Etats qu'ils doivent mener, en priorité, des politiques visant à les satisfaire. Les Droits de l'Homme offrent une précieuse référence.

À cette question se rattache la question des générations futures, que notre manière de transformer la nature pour satisfaire nos besoins, ne doit pas priver des moyens de vivre. L'économie humaine doit être durable. « Héritiers des générations passées et bénéficiaires du travail de nos contemporains nous avons des obligations envers tous et ne pouvons nous désintéresser de ceux qui viendront après nous agrandir le cercle de la famille humaine. » (L.J. Lebreton)

Qui décide ?

L'Etat décide à travers les lois et les normes et ses choix d'investissement ; l'entreprise décide à travers le choix des produits qu'elle offre et le consommateur décide à travers ses achats. Ces divers choix s'entrecroisent et sont sanctionnés par les élections et les décisions d'acheter ou non les produits offerts, mais cela conduit-il à la pleine satisfaction de tous ?

L'économie humaine s'intéresse à la participation de tous ceux qui sont concernés dans le processus de décision qu'il s'agisse des produits à développer, de l'amélioration ou la transformation des modes de production, de la gestion. On en trouve des illustrations dans les coopératives, les exploitations agricoles familiales, l'économie sociale et solidaire, les initiatives citoyennes locales, et, aussi, dans de grandes entreprises publiques ou privées.

La transformation des sociétés peut résulter d'un processus technocratique dans lequel économistes, techniciens et spécialistes des sciences sociales conjuguent leurs savoirs et construisent des plans; elle peut aussi résulter d'un processus plus démocratique où les intéressés participent à l'analyse, aux décisions et à leur mise en œuvre. L'économie humaine relève de cette dernière démarche. Elle doit se baser sur un travail scientifique et, en même temps, elle doit prendre en compte les dimensions irrationnelles et émotionnelles de la nature humaine.

« En effet, toute l'expérience prouve que ces zones de l'affectif, de l'irrationnel, sont celles précisément où se jouent, de façon décisive, la mobilisation des masses, l'adhésion et l'engagement des hommes. C'est à ce niveau que l'entreprise de développement se mue en cause humaine à laquelle on croit, pour laquelle on accepte de peiner, de souffrir, d'aller parfois jusqu'à mourir » (R. Colin)

Quelle gouvernance ?

La participation des citoyens, des travailleurs, des usagers et des consommateurs aux choix et aux décisions concernant les priorités, les manières de faire et de gérer, le choix des produits et des services nécessite plus un bouleversement des habitudes et des pratiques qu'une refonte des lois et des règlements. Les principes qui justifient cette participation se trouvent dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes qui l'explicitent et les nombreuses déclarations et résolutions adoptées par l'ONU, notamment depuis 1992. De très nombreux exemples de concertation et même de participation existent au niveau international, régional et local, mais, à l'inverse, on voit monter une vague de répression à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme dans nombre de régimes autoritaires et même dans certains qui sont qualifiés de démocratiques et, partout, la réticence à consulter et écouter les citoyens et, plus encore, à prendre en compte leurs propositions est manifeste.

L'économie humaine appelle donc un changement d'attitudes et de gouvernance. Cela ne se produira pas sans une action permanente de la société civile. En réclamant sa part dans la prise de décision et leur mise en œuvre, la société civile s'appuie sur les Droits de l'Homme et beaucoup de ses propositions en découlent. Mais des droits impliquent un

sens profond des devoirs envers la société et soi-même. « Chacun demeure, quelles que soient les influences qui s'exercent sur lui, l'artisan principal de sa réussite ou de son échec : par le seul effort de son intelligence et de sa volonté chaque homme peut grandir en humanité, valoir plus, être plus. » (L.J. Lebreton)

Deux questions centrales

Il existe de nombreux livres et rapports qui donnent de très nombreux exemples d'économie humaine au niveau local (du style d'AREDS) ou dans tel ou tel atelier d'une entreprise et qui en tirent quelques conclusions générales¹.

Des millions de révolutions tranquilles sont le résultat de dizaines de millions d'initiatives. Comment sont-elles nées : de révoltes populaires devant des situations inadmissibles, des injustices appelant une réaction ; de la volonté d'un individu persévérant ; d'un contexte institutionnel favorable ? Comment devient-on entrepreneur de changement social ? L'analyse des expériences vécues par des membres ou des partenaires du Réseau international pour une économie humaine apporteront des éléments de réponse et aboutiront à des propositions afin que puisse se multiplier et réussir de telles initiatives.

Un million de révolutions tranquilles, cela pose une série de questions : pourquoi ces milliers d'exemples restent-ils "anecdotiques" et ne suscitent pas un mouvement politique mondial. Pourquoi dans le débat international ces exemples ne sont au mieux que des "best practices" et n'ont aucun impact sur les politiques économiques recommandées et les politiques sous-jacentes à l'aide ? Question d'intérêts financiers, de manque d'entrepreneurs du changement, récupération des initiatives réussies et généralisées (cas du micro crédit), ambiguïté des individus entre avidité et spiritualité ? Est-on condamné à constater en permanence que le système est toujours le plus fort et que les actions porteuses de la logique que nous voulons promouvoir (répondre aux besoins fondamentaux ; respecter les droits humains civils et politiques et les droits économiques, sociaux, culturels ; s'appuyer sur le travail et la créativité des personnes concernées par le problème social que l'on traite, développer la solidarité) demeurent locales ? Nous dirons comment des actions locales peuvent dépasser le seul niveau expérimental pour faire avancer des solutions plus globales (à des niveaux régional, national, continental, mondial), à la dimension du problème posé.

¹ Voir par exemple *Un million de révolutions tranquilles ; Travail Argent, Habitat, Santé, Environnement, ... Comment les citoyens changent le monde* Bénédicte Manier, Editions Les Liens qui Libèrent, novembre 2012. France